



Voix et perspectives sur le(s) rôle(s) des femmes :
pour une résolution de la crise malienne
Par Adib Bencherif et Assinamar Ag Rousmane

Annonce et programme du colloque
FrancoPaix/WAPSN 4 et 5 mai 2017

Nouvelles et annonces

Bulletin FrancoPaix

Vol. 2, no 3 - Mars 2017

Voix et perspectives sur le(s) rôle(s) des femmes : pour une résolution de la crise malienne

Par Adib Bencherif et Assinamar Ag Rousmane

Résumé exécutif

- Les rôles que peuvent jouer les femmes au sein de la société malienne doivent être appréhendés dans leur pluralité. Il y a une différence marquée entre le rôle de la femme dans l'ordre social « traditionnel » touareg et au sein des communautés du sud du Mali. Cette diversité doit conduire à un dialogue entre les femmes des différentes communautés pour questionner et reconnaître leurs différences mais aussi penser un projet social et politique commun au sein de la scène malienne moderne.
- L'État malien, les mouvements rebelles, les mouvements pro-Bamako et les milices communautaires, doivent accorder une place plus substantielle aux femmes au sein du processus de réconciliation nationale, en tenant compte des diversités culturelles existantes au sein du Mali et des rôles souhaités par les femmes maliennes.
- La reconnaissance des actes perpétrés au cours des précédents conflits et de la dernière rébellion de 2012, et ce par tous les acteurs, est une condition sine qua non pour parvenir à une paix durable dans le pays.
- La Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Mali devra donc être attentive, dans le cadre de son mandat, à accorder autant d'importance aux actes violents perpétrés par tous les acteurs, ainsi qu'aux représentations que ces

derniers projettent dans les imaginaires des populations, en prenant particulièrement en considération les femmes.

- Les partenaires internationaux doivent continuer leurs efforts pour sensibiliser les femmes de toutes les communautés au processus de paix, accroître leur autonomie économique et financière et faciliter leur implication au sein des processus politiques.
- Un travail de coordination doit être réalisé entre les bailleurs de fonds, les partenaires internationaux et les ONGs et associations locales. Les missions de sensibilisation ont lieu de manière non concertée et peuvent entraîner à moyen terme l'incompréhension, la saturation et la démobilisation des populations.

Alors que les études sur l'espace sahélo-saharien priorisent un angle sécuritaire, se focalisant sur les forces et les groupes armés en présence dans la région, et plus spécifiquement au Mali, cette étude vise à souligner l'importance de penser un dialogue malien sur de multiples niveaux (local, intra- et intercommunautaire¹, régional et national) pour aspirer à un dépassement de la « crise » malienne amorcée en 2012. Pour appréhender les différentes strates de l'insécurité au Sahel énoncées par Cédric Jourde², il convient aussi de se pencher sur les différentes strates de représentation et de signification



« Nous devons d'abord nous retrouver entre femmes et réapprendre à discuter sereinement entre nous pour pouvoir ramener nos hommes vers la paix et cela passe par la préservation de notre culture », souligne la poétesse Keltoum.

existantes qui peuvent par ailleurs s'enchevêtrer. Ces dernières peuvent faciliter ou compliquer une réconciliation nationale si elles ne sont pas (ou mal) appréhendées.

Ce court article a pour objectif de se pencher sur le(s) rôle(s) plus spécifique(s) des femmes dans la réconciliation nationale malienne. Cette question a été peu traitée au cours des précédentes rébellions touarègues au Mali. Elle est à présent de plus en plus explorée et l'on y découvre des silences et des chuchotements autour des exactions commises au nord du Mali. L'impunité autour des crimes perpétrés par le passé a participé à alimenter le retour au conflit.

La plupart des données recueillies a été collectée au cours d'un terrain de recherche de deux mois au Mali, durant lequel nous avons réalisé une dizaine d'entrevues avec des femmes cadres et leaders au sein des instances étatiques et de la société civile.³ Ce choix de se focaliser sur des femmes cadres et leaders s'explique pour plusieurs raisons. En premier lieu, ces femmes témoignent et promeuvent les visions des femmes de leurs communautés auprès des acteurs internationaux et des instances étatiques. Elles sont des interlocutrices incontournables, car elles incarnent en quelque sorte une courroie de transmission entre les divers acteurs. Elles ont accès à l'ensemble de ces acteurs par le biais de leurs activités professionnelles et leurs engagements communautaires. Du fait de cet accès, les représentations portées par ces femmes

leaders et cadres sont les plus diffusées. De surcroît, elles participent à guider et à influencer le débat autour de la question du genre, au niveau des instances officielles, de leurs communautés et des femmes de leurs communautés.⁴ Toutefois, nous convenons qu'elles ne sont pas un proxy suffisant des voix des femmes maliennes et qu'il serait souhaitable d'approfondir cette démarche dans de prochaines études. Il conviendrait donc de mettre en perspective et de comparer les témoignages de ces femmes cadres et leaders avec ceux de femmes membres de leurs communautés, ne bénéficiant pas de ces statuts et appartenant à d'autres catégories sociales, établies sur un schème « traditionnel » ou moderne.

Ainsi, cette étude a pour objectif d'introduire à la multiplicité des voix des actrices et d'offrir des pistes de solution. Toutefois, nous n'adhérons pas aux thèses tendant à essentialiser les hommes et les femmes - en considérant les premiers comme plus prompts à la violence et au conflit et les secondes comme plus enclines à encourager et à promouvoir la paix.⁵ Ces thèses effacent certaines relations plus subtiles entre les genres et leur caractère éminemment dialectique. Notre étude s'inscrit dans une perspective constructiviste, mettant l'accent sur l'analyse contextuelle pour appréhender les rôles des femmes dans le conflit malien et dans sa possible résolution.

Le rôle des femmes touarègues : entre ruptures et continuités ?

Au cours de la dernière rébellion touarègue, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad⁶ (MNLA) a commencé très tôt un travail de sensibilisation et de propagande auprès des jeunes et des femmes car « (...) de nombreux Touaregs parmi les aînés, qui occupaient des fonctions au sein des instances étatiques depuis les années 90, se montraient réticents à reprendre le conflit pour l'Azawad. Il s'agissait d'accroître la base de soutien du MNLA, mais aussi de les avoir comme ambassadrices auprès de leurs maris pour les sensibiliser à la cause ».⁷ Néanmoins, il convient de souligner que les femmes touarègues dans les années 90 s'étaient aussi mobilisées dans le cadre de la rébellion touarègue, à travers par exemple l'organisation de caisses de soutien pour financer les mouvements armés.⁸ Elles ont par ailleurs aussi été actrices pacificatrices au cours des années 90, à travers un rôle de médiatrices informelles entre le gouvernement et les groupes armés et aussi entre les divers groupes armés. C'était, notamment, le cas de Nina Wallet Intalou, l'actuelle ministre de l'Artisanat et du Tourisme dans le gouvernement malien, qui fut au cours de la dernière rébellion une des figures de proue du MNLA. Elle illustre une tendance généralisée au cours de la dernière rébellion ; celle du basculement du rôle de la femme touarègue en tant que conseillère politique influente mais discrète,⁹ à celui d'actrice mobilisée dans l'espace public, et ce, plus particulièrement dans la région de Kidal. Plusieurs manifestations des femmes touarègues ont d'ailleurs donné lieu à quelques altercations avec les forces de sécurité, avec les mouvements rebelles et avec les groupes islamistes.¹⁰

Pourtant, certaines femmes leaders touarègues considèrent qu'elles n'ont pas perdu leur rôle « traditionnel » de conseillère discrète, même si ce terme est ambigu.¹¹ Les femmes demeurent capables dans l'ombre de jouer le rôle de frein ou de catalyseur du conflit. Pour l'illustrer, une interlocutrice nous traduisait avec amusement un proverbe tamacheq : « Ce que la tresse dit la nuit, la barbe la fait le jour ».¹² L'influence significative que peuvent jouer les femmes touarègues dans la résolution du conflit a très vite été appréhendée par les femmes leaders, les ONGs locales et les acteurs internationaux, à l'instar d'ONU Femmes. Bien qu'il n'y ait pas eu de travail de coordination sur le terrain, de nombreux projets et rencontres de sensibilisation ont donc

été réalisés par ces femmes leaders, auprès des femmes de leurs communautés, depuis 2013.¹³ Il s'agit d'encourager les femmes touarègues à faciliter le processus de paix, issu de l'Accord d'Alger de 2015, alors qu'un certain nombre de celles-ci, particulièrement à Kidal, demeurent sceptiques quant à la sincérité de l'autorité centrale. Certaines considèrent que le retour de l'État malien à Kidal amènerait le retour des exactions et des humiliations, notamment les violences sexuelles, subies au cours de la rébellion de 1963 et lors des décennies suivantes.¹⁴ Un travail de sensibilisation demeure à faire, et ce, à l'intérieur même des communautés touarègues au Mali : « Nous devons d'abord nous retrouver entre femmes et réapprendre à discuter sereinement entre nous pour pouvoir ramener nos hommes vers la paix et cela passe par la préservation de notre culture », souligne la poétesse Keltoum.¹⁵ Pour elle, il est important que les Touaregs puissent préserver leur culture, plus particulièrement les femmes touarègues qui en sont garantes. Par une (ré-) exploration de la langue tamacheq qui commence à être

oubliée dans la richesse de ses concepts, de ses mots et des polysémies existantes, les femmes touarègues peuvent enrichir les discussions et les débats sur l'avenir des Touaregs dans la modernité, tout en préservant l'identité touarègue.

« (...) l'idée de devoir repenser le vivre-ensemble à l'échelle du pays tout entier s'avère pertinente. Néanmoins, cela ne pourra pas avoir lieu si on ignore les particularismes culturels et les histoires diverses pouvant figurer dans le récit commun malien, ainsi que les humiliations et traumatismes vécus au nord du Mali. »

Ancrer le vivre ensemble par la rencontre et la (re)découverte de la pluralité des récits

Parallèlement à cela, les femmes leaders ressortissantes des communautés du sud du Mali ont insisté sur leur rôle commun « de mère, d'épouse et de sœur », capable d'apaiser les tensions politiques et sociales accompagnant le conflit. Elles s'inscrivent dans un dialogue sur les problèmes de gouvernance au niveau national et rappellent que la rébellion touarègue n'est pas le seul élément de la crise puisqu'il y a aussi eu un coup d'État, débuté le 21 mars 2012. S'il y a une tendance par ce discours à effacer les nombreux échecs qui ont accompagné le traitement de la relation entre les Touaregs et l'autorité centrale et qu'il est nécessaire de la remettre en perspective, l'idée de devoir repenser le vivre-ensemble à l'échelle du pays tout entier s'avère pertinente. Néanmoins, cela ne pourra pas avoir lieu si on ignore les particularismes culturels et les histoires diverses pouvant figurer dans le récit commun malien, ainsi que les humiliations et traumatismes vécus au nord du Mali.

Les exactions commises par l'armée malienne sur les

populations touarègues de la région de Kidal, au cours de la rébellion de 1963, et l'impunité associée, ont contribué à façonner un récit touareg d'une humiliation passée perpétrée par les représentants de l'État malien récemment indépendant. Dans le cas des femmes touarègues, en plus de l'exécution de certains de leurs proches, elles ont aussi, pour certaines, subi des violences sexuelles et cela semble contribuer à la rancune tenace existante à l'endroit des représentants de l'État malien venus du Sud.¹⁶ La rébellion des années 90 s'inscrivait d'ailleurs en grande partie dans une logique de vengeance quant aux faits passés. En 2012, les crimes commis en 1963 sont toujours soulignés par les nouvelles générations de rebelles. Tant qu'il n'y aura pas une pleine reconnaissance des actes passés, des préjugés et des incompréhensions ayant amené à amalgamer certains groupes rebelles touaregs avec l'ensemble des communautés touarègues du pays, et à commettre des violences contre elles, notamment les violences sexuelles faites aux femmes, la réconciliation nationale malienne ne sera, au mieux, que partielle.¹⁷ Néanmoins, il convient aussi de se pencher sur les actes perpétrés par les groupes rebelles et les milices communautaires au cours des différents conflits et par les groupes jihadistes depuis 2012.¹⁸ La Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) du Mali, qui se penche sur les actes commis depuis 1963, devra être donc attentive à narrer ces faits, en interrogeant, démêlant et mettant en perspective les éléments de fiction, les préjugés et les ignorances réciproques des divers acteurs pour réconcilier les subjectivités et les populations.

Plusieurs initiatives semblent aller dans ce sens avec des concertations et des dialogues intra et intercommunautaires établis, comme par exemple l'initiative du « Cercle de paix » du WILDAF Mali.¹⁹ Il y a une (re)-découverte de la pluralité des récits au sein du récit national malien mais il est nécessaire que les femmes leaders des différentes ONGs et associations continuent à favoriser le dialogue.

Conclusion

Saran Keïta Diakité, présidente du REPSFECO/Mali, souligne aussi l'importance d'inclure les femmes dans les instances étatiques. Elle rappelle le caractère obligatoire de cette démarche, au regard de la loi n°2015-052, adoptée le 18 décembre 2015, qui vise à promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives (dans une proportion minimale de 30% de femmes).²⁰ Les femmes leaders touarègues interrogées encouragent aussi une pareille démarche, en mettant de l'avant le niveau d'éducation et les diplômes obtenus par les nouvelles générations au sein de leurs communautés. De nombreuses femmes leaders, appartenant

aux communautés du sud du pays, ont souligné une admiration pour la place que jouent les femmes touarègues au sein de leurs communautés.²¹ Il serait dès lors intéressant qu'elles établissent un dialogue intercommunautaire pour éventuellement envisager des hybridités, sinon s'inspirer les unes des autres, pour permettre de mettre de l'avant les femmes dans la société malienne.

Adib Bencherif est étudiant au doctorat à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, chercheur associé au Centre FrancoPaix et consultant pour l'ONG Azhar. Assinamar Ag Rousmane est le coordinateur des programmes de l'ONG Azhar.

¹ L'emploi du concept de « communauté » réfère à des subdivisions sur une base ethnique. « Intercommunautaire » réfère à des dynamiques entre ethnies. « Intracommunautaire » implique des dynamiques entre tribus, fractions ou subdivisions d'une même ethnie.

² Cédric Jourde, « Décoder les multiples strates de l'insécurité au Sahel : le cas mauritanien », Bulletin de la sécurité africaine, no.11, septembre 2011, <http://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ASB15FR-Décodeur-les-multiples-niveaux-d'insécurité-dans-le-Sahel-Le-cas-mauritanien.pdf>.

³ Ce court article ne prétend pas brosser un portrait exhaustif des rôles que peuvent jouer les femmes dans la résolution de ce conflit. Il ne constitue que l'amorce d'une réflexion plus longue à venir. Une étude plus développée sera produite prochainement. Par ailleurs, nous reconnaissons que nous mettons l'emphase dans la présente étude sur les relations entre les Touaregs et l'autorité centrale et que les relations sont plus complexes et multiples entre les diverses communautés au nord et au sud du pays. Nous reconnaissons les limites associées à cette démarche. Néanmoins, cet angle d'attaque s'explique, notamment, par le fait que ces relations cristallisent le plus de tensions depuis l'indépendance du Mali. Ces tensions ont, en partie, été causées par l'essentialisation qui a été faite des Touaregs. À cause d'interprétations erronées et rigides des observateurs extérieurs à l'époque coloniale et dans le Mali indépendant, « la question touarègue » s'est cristallisée. Voir Charles Grémont, « Origines et perspectives des conflits menés par des Touaregs au Mali », l'ENA hors les murs, janvier-février 2017, p.16-18.

⁴ Nous en profitons pour remercier Nathalie Koné-TRAORE de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHÉL) pour ses précieux conseils lors de l'amorce de la

présente recherche.

⁵ Tsjeard Bouta, Georg Frerks and Ian Bannon, « Gender and Warfare : Female Combatants and Soldiers' Wives », chapitre 2, Gender, Conflict and Development, The World Bank, 2005, p.11.

⁶ L'Azawad est un territoire revendiqué par des groupes touareg (en majorité) et arabes au Mali. Le terme avait déjà été utilisé au cours de la rébellion touarègue des années 90, y compris dans les noms des groupes rebelles. Toutefois, le travail de communication et de propagande vis-à-vis de cette vision territoriale a été plus importante auprès des médias et des populations locales, au cours de la dernière rébellion amorcée en 2012. L'Azawad correspond au territoire comprenant les trois régions du nord du Mali : Gao, Tombouctou et Kidal. Il correspond aux cinq nouvelles régions du nord du Mali, si l'on considère les récentes divisions administratives et la création des régions de Ménaka et Taoudénit.

⁷ Entrevue avec un jeune initiateur du Mouvement national de l'Azawad (MNA) qui a précédé le MNLA, Paris, 23 février 2017.

⁸ Entrevue avec un ressortissant de Kidal, Bamako, 22 janvier 2017.

⁹ Mohamed Lamine ag Mohamed Fall, président du bureau du Haut conseil islamique de Kidal et membre de la tribu des Ifoghas, considère que les femmes touarègues constituent traditionnellement l'une des trois bases du pouvoir au sein de l'ordre social touareg. Elles seraient davantage en charge de la culture, de la morale et du comportement digne en société. Mohamed Lamine Fall, entrevue à Bamako, 25 décembre 2016.

Pour Bokar N'Daye, le rôle de la femme touarègue ne se limite pas aux valeurs et à la culture mais peut s'étendre aux enjeux politiques : « Chez les Touaregs, la femme joue un rôle très important dans la conduite de la famille. (...) Elle est admise dans les conseils de famille et elle est même, bien des fois, consultée pour les affaires concernant la vie de la tribu ». Bokar N'Daye, Groupes ethniques au Mali, Éditions Populaires, 1970, p.19. Partageant le même constat, Hélène Claudot-Hawad énonce que : « (...) le vrai "pouvoir" se situe souvent dans l'ombre. Les femmes jouent ce rôle d'éminence grise, "protectrices" de leur tente, de leur lignée. Dans ce cadre, la "soeur" ou son substitut juridique au sein de la structure sociale apparaît comme le pair de l'homme et son soutien pour les décisions de politique interne et externe ». Hélène Claudot-Hawad, Éperonner le

monde, Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs, Édisud, 2001, p.64. De nombreux témoignages recueillis, parmi les femmes et les hommes, y compris de l'Adagh, tendent à considérer que la femme touarègue joue traditionnellement un rôle de conseillère politique influente, opérant en temps normal dans la discrétion.

¹⁰ MaliActus, « Mali: le Premier ministre à Tombouctou, manifestation dispersée à Kidal », MaliActus.Net, 17 mai 2014, <http://maliactu.net/mali-le-premier-ministre-a-tombouctou-manifestation-dispersee-a-kidal-3/>; Nouvelle-République, « Marche des femmes de Kidal : Elles dénoncent la mauvaise gestion de Kidal », Mali-Web, 14 août 2016, <http://mali-web.org/nord-mali/marche-des-femmes-de-kidal-elles-denoncent-la-mauvaise-gestion-de-kidal>; Stéphanie Plasse, « Mali : la révolte des femmes touareg face aux islamistes », Slate Afrique, 25 juin 2012, <http://www.slateafrique.com/89617/mali-les-femmes-touareg-se-revoltent-contre-les-islamistes-d-ansar-dine>.

¹¹ L'emploi des notions de « tradition » ou « d'ordre traditionnel », par les personnes interrogées, est particulièrement ambigu. En effet, les personnes interrogées tendent à réifier une époque passée en l'établissant comme constante dans le temps. Il y a pu y avoir de nombreuses évolutions dans le rôle dévolu à la femme dans l'ordre touareg, ne serait-ce qu'avec l'arrivée de l'Islam dans la région par exemple. « Traditionnel » réfère donc à une représentation d'une époque passée (souvent postcoloniale) qui est figée dans l'imaginaire des acteurs. Cette dernière a pu toutefois être plus complexe et organique. Nous invitons donc à la prudence dans la dualité, véhiculée par les acteurs, entre « tradition » et « modernité ».

¹² Tamou Batoma Doumbia, entrevue à Bamako, 23 janvier 2017.

¹³ Des initiatives ont été menées dans le cadre de missions ponctuelles autour de membres de la communauté ou de nombreux organismes, à l'instar de WILDAF Mali et du Réseau pour la Paix et la Sécurité des Femmes de l'Espace CE-DEAO/Mali (REPSFECO/Mali), mais de manière non concertée.

¹⁴ Entrevue anonyme avec une femme leader touarègue, Bamako, 2 février 2017.

¹⁵ Keltoum Walet Emastagh, épouse Sennhauser, entrevue à Bamako, 5 février 2017.

¹⁶ Beaucoup de tabous et de silence entourent la question

des violences à caractère sexuel. Les personnes interrogées, hommes ou femmes, énoncent souvent ce point mais ne le développent que très peu.

¹⁷ Charles Grémont, 2017, op. cit. Pour une illustration des exactions commises en 1963 et des écarts dans les représentations entre les Touaregs et les populations du sud du pays, lire : Amidou Mariko et Pierre Boilley, « Mémoires d'un crocodile. Du sujet français au citoyen malien », Éditions Donniya, 2001.

¹⁸ Fatoumata Keïta, « Crise sécuritaire et violence au nord du Mali », Regards sur une crise, La Sahélienne, 2014.

¹⁹ Bouaré Bintou Founé Samake, présidente de WILDAF Mali, entrevue à Bamako, 30 janvier 2017.

²⁰ Saran Keïta Diakité, entrevue à Bamako, 26 janvier 2017.

²¹ Saran Keïta Diakité, entrevue à Bamako, 26 janvier 2017.
Diope Djénéba Mariko, entrevue à Bamako, 10 janvier 2017.



Colloque « Quel avenir pour la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest ? »

Organisé en collaboration avec le West Africa Peace and Security Network (WAPSN)

4 et 5 Mai 2017, Université du Québec à Montréal, Montréal, Canada.

Retrouvez le programme en ligne [ici](#)

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand et le [West Africa Peace and Security Network](#) (WAPSN) sont heureux de s'associer pour la tenue du 3ème colloque annuel du réseau, après deux premières éditions au Kofi Annan Peacekeeping Center au Ghana.

Depuis 2012, plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest ont vécu des attaques violentes liées à des groupes terroristes. Le problème n'est pas apparu subitement, mais une rébellion au nord du Mali et un coup d'État à Bamako en 2012 suivis de l'opération française Serval en 2013 ont sans nul doute constitué un tournant.

L'un des défis majeurs pour la sous-région est la formulation de réponses appropriées basées sur les principes et les approches de la résolution des conflits, plutôt que sur les prémisses provenant des réflexions et doctrines concernant les guerres traditionnelles ou asymétriques. Ce colloque scientifique, réunissant académiques et praticiens issus d'Afrique de l'Ouest, du Canada, des États-Unis et d'Europe, vise ainsi à proposer des clés de compréhension des dynamiques locales et internationales des conflits sociopolitiques contemporains et de leurs résolutions en Afrique de l'Ouest.

Nouvelles et annonces

- Bruno Charbonneau a présenté et participé, en tant qu'invité et conseiller international, au projet « Knowledge for Peace: Understanding Research, Policy, Practice, Synergies », de l'organisation Swisspeace (Berne, Suisse), 20-22 mars
- Bruno Charbonneau a participé au colloque du Sahel Research Group, University of Florida, 23-25 février.
- Bruno Charbonneau a réalisé une recherche de terrain, à New York, 6-12 mars.
- Yvan Conoir organise [l'École sur la Consolidation de la paix](#), à l'Université Laval (Québec) du 29 mai au 3 juin.
- Geneviève Parent a présenté « The importance of individual responsibility for halting the cycle of violence in Bosnia and Herzegovina (BiH) » dans le cadre de la conférence annuelle de l'International Studies Association à Baltimore, 22-25 février.
- Émile Ouédraogo au cours du mois de février a été expert et consultant pour la Commission de l'immigration et du statut des réfugiés (CISR) du Canada dans le cadre de la préparation de leur rapport sur le processus de demande d'asile.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie. Chaire Raoul-Dandurand | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

